

29 septembre 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du voyage officiel aux Etats-Unis, sur les relations franco-américaines et la proposition française d'une conférence internationale sur le désarmement des armes chimiques, Blair House, le 29 septembre 1988.

LE PRESIDENT.- Notre voyage s'achève. Nous allons maintenant rentrer à Paris. Pendant quelques instants nous allons rester ensemble, et j'attends vos questions pour pouvoir y répondre.

- QUESTION.- Est-ce que vous pensez qu'avec les événements qui se passent actuellement en Union soviétique, il y a des actions que les Nations unies et la France devraient entreprendre pour...

- LE PRESIDENT.- Connaissez-vous la nature de ces événements ?

- QUESTION.- Je l'ai lu dans la presse.

- LE PRESIDENT.- Oh ! Alors méfiez-vous.

- Je ne peux raisonner que sur des faits dont j'ai connaissance.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que la proposition de tenir une conférence à Paris sur les armes chimiques a été émise par le Président Reagan ou par vous ?

- LE PRESIDENT.- Depuis quelques heures ou jours avant notre réunion, il en était question. Et c'est effectivement le Président Reagan qui m'a proposé Paris que j'ai tout de suite accepté, bien entendu, puisque tel était mon propre souhait.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que cette conférence pourrait se tenir dans des délais assez brefs ?

- LE PRESIDENT.- Si vous appelez délais brefs à partir de trois mois, je pense que oui.

- Possible. Je n'ai pas dit probable ! Je dis possible.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que cela signifie que le Président Reagan pourrait participer à une telle conférence.

- LE PRESIDENT.- Je pense que cela l'intéresserait que de mener à bien un certain nombre d'initiatives qu'il a prises lui-même. Mais je ne pense pas que ce soit l'élément déterminant pour la fixation de cette date, pas même dans son esprit.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le nom du marquis de La Fayette a été cité plusieurs fois par les sénateurs américains dans la journée. A l'orée du Bicentenaire de la Révolution française, il apparaît qu'il a une cote formidable dans l'opinion publique française. Quel est votre avis sur ce cas historique, quel est votre avis personnel s'il vous plaît ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'il faudrait faire un sondage.. Si l'on s'en tient à l'événement dont il a été l'un des auteurs capitaux et qui a conduit à l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, il le mérite bien.

- QUESTION.- Monsieur le Président, ce matin dans votre discours à l'ONU, vous avez utilisé un ton particulièrement dramatique pour parler des relations Nord-Sud. Si rien ne se fait, que peut-il

arriver, qu'est-ce qui justifie ce pessimisme ?

- LE PRESIDENT.- Comment ? Je suis pessimiste ? Je crois qu'il y a une confusion des termes. Quel pessimisme ? Je suis pessimiste si on ne fait rien. Je suis optimiste si on fait quelque chose. Je suis intervenu pour qu'on agisse.

- QUESTION.- Monsieur le Président, nous avons eu beaucoup de mal à couvrir votre visite à cause des grèves que vous connaissez dans l'audiovisuel, et je sais que vous avez beaucoup parlé avec vos collaborateurs, avec certains ministres. Est-ce qu'on peut avoir votre avis sur ces grèves...

- LE PRESIDENT.- Je ne parle pas des problèmes intérieurs lorsque je suis à l'étranger.

- QUESTION.- Avez-vous des enseignements à tirer du système audiovisuel américain ?

- LE PRESIDENT.- Ça m'intéresse mais ce n'est pas mon affaire.\

QUESTION.- Quelles sont vos impressions sur M. Dukakis ?

- LE PRESIDENT.- Elle sont excellentes. J'ai reçu un appel téléphonique de M. Bush ce soir et si vous m'aviez posé la question j'aurais dit : "très bien".

- QUESTION.- Auriez-vous une préférence entre les deux ?

- LE PRESIDENT.- J'attendrai de savoir la préférence des Américains pour me prononcer.

- QUESTION.- On nous dit que M. Dukakis vous a posé beaucoup de questions. Est-ce que c'étaient de bonnes questions ?

- LE PRESIDENT.- Oui.\

QUESTION.- Est-ce que vous avez abordé le problème de la dette du tiers monde et en particulier de l'Afrique et des options pour alléger la dette des pays en développement ?

- LE PRESIDENT.- Quand ?

- QUESTION.- Lors de vos entretiens avec le Président Reagan...

- LE PRESIDENT.- En effet, lorsque le Président Reagan m'a demandé : "à votre avis quels sont les problèmes les plus urgents sur lesquels il faudrait que nous nous prononçons ?". Je lui ai dit : les problèmes de l'endettement et le problème du Liban.

- QUESTION.- Que pensez-vous du Liban ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce que vous voulez savoir ?

- QUESTION.- Est-ce que vous avez parlé de l'initiative de la mission Murphy ?

- LE PRESIDENT.- Non, c'est rétrospectif cela.

- QUESTION.- Est-ce que vous pourriez dire vos impressions quant aux réactions américaines concernant la conduite israélienne devant la révolte des jeunes en Cisjordanie et à Gaza ?

- LE PRESIDENT.- J'ai dit ce que j'en pensais. Je ne veux pas interpréter ce qu'en pensent les autres et surtout pas le Président des Etats-Unis d'Amérique. Je pense que cette révolte est le signe qu'en tous cas la situation présente, le statu quo politique ne suffisent plus à répondre aux questions, il faut donc changer de registre. Il faut que les partenaires abordent courageusement les problèmes qui leur permettront de vivre ensuite dans un état de paix ou de conciliation. Ils en ont le plus grand besoin les uns et les autres. J'ai dit ce matin devant les Nations unies comment je voyais les choses & je ne voudrais pas me répéter.

- QUESTION.- Avez-vous abordé la question de la conférence sur le Proche-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Sur ce point particulier, je n'ai pas abordé de nouveau la question, ce n'était pas l'objet de notre rencontre, brève sur le plan du dialogue politique. Nous nous sommes beaucoup vus sur d'autres terrains. Je ne peux pas prétendre que la position des Etats-Unis d'Amérique ait changé.\

QUESTION.- Votre visite ici était-elle une visite d'adieu...

- LE PRESIDENT.- Non, non. Premièrement je devais depuis longtemps - engagement pris l'an dernier - participer à une rencontre à l'Université de New York. Deuxièmement la date fixée a coïncidé avec la session des Nations unies. Troisièmement sachant que j'étais dans son pays, le Président Reagan a eu la gentillesse de m'inviter à passer une partie de la journée avec lui. Voilà. Il se trouve que c'est en effet à la fin de son mandat. Vous savez, en général, cela se fait comme ça.

- QUESTION.- Pouvez-vous qualifier les relations franco-américaines ?

- LE PRESIDENT.- Elles sont bonnes, elles sont amicales et elles se déroulent très franchement

LE PRESIDENT.- Elles sont bonnes, elles sont amicales et elles se déroulent très franchement sur tous les points en litige.. Par exemple, j'ai dit au Président "pourquoi subventionnez-vous à ce point votre agriculture ? etc...

- QUESTION.- Avez-vous senti une inquiétude américaine devant l'unification de l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Non pratiquement pas. Vous savez j'aurai l'occasion de rencontrer les responsables américains assez souvent. Pour l'instant une élection présidentielle se déroule dans ce pays. Bien entendu, ce sujet affleure à tout moment et je discerne bien une certaine inquiétude devant cette situation nouvelle d'une communauté de 320 millions de personnes, sans frontière intérieure, avec une capacité d'action sur les marchés extérieurs indiscutablement plus forte. Mais je ne peux pas interpréter une discussion qui n'a pas eu lieu.

- QUESTION.- (en anglais).

- LE PRESIDENT.- Nous allons bientôt terminer.

- QUESTION.- Avez-vous l'impression que le Président Reagan aurait aimé pouvoir se représenter ?

- LE PRESIDENT.- Le Président Reagan connaît et respecte la loi américaine.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez tracé avec le Président Reagan un premier bilan de la présence navale occidentale dans le Golfe ?

- LE PRESIDENT.- Ce bilan a déjà fait l'objet d'échanges de vue entre le secrétaire d'Etat et le ministre des affaires étrangères.\

QUESTION.- Qu'est-ce que vous proposez pour arrêter globalement les armes chimiques ?

- LE PRESIDENT.- J'ai l'impression d'avoir perdu mon temps ce matin, de vous avoir fait perdre le vôtre car je croyais avoir fait un certain nombre de propositions tout à fait concrètes. Non seulement je demande que soit interdit l'emploi de l'arme chimique mais je demande qu'en soit interdite la fabrication.

- QUESTION.- Est-ce que les responsables américains ont répondu favorablement à l'idée d'une conférence ?

- LE PRESIDENT.- J'ai l'impression qu'elle ne les mécontente pas. Il n'y a pas de raison. Ce qui est important, c'est qu'il y ait accord sur la réunion d'une conférence visiblement approuvée - directement ou indirectement - par l'Union soviétique et que cette conférence ait lieu : elle se tiendra à Paris et lorsque tant de pays - 110, je crois - se trouveront réunis, toutes les questions seront posées.

- QUESTION.- Est-ce que l'Irak participera à cette conférence ?

- LE PRESIDENT.- Est-ce que l'Irak est signataire du traité de 1925 ou bien depuis lors, est-ce qu'il a adhéré ? Si c'est oui - on me dit que c'est oui - eh bien il sera invité. Il sera très utile.

- QUESTION.- Est-ce vrai que la France va cesser la production du missile Hadès ?

- LE PRESIDENT.- La production du missile Hadès fait partie de la loi de programmation militaire adoptée par le Parlement français.\